



europa.ch



“

Interview Frank A. Meyer

**L'Union européenne existe
et continuera d'exister à l'avenir**

projecteur

Une Suisse utile à qui?
 >> Page 3

L'Union européenne et la Suisse: je t'aime moi non plus?
 >> Page 4

Le PLR et l'Europe: le mutisme des radicaux
 >> Page 5

élections

Des candidats qui s'engagent pour l'avenir de la Suisse en Europe
 >> Pages 6-7

interview

Frank A. Meyer
 «Le 9 février, quelque chose qui couvait depuis longtemps est devenu visible»
 >> Pages 8-10

international

La Suisse cherche désespérément... la démocratie européenne
 >> Page 11

section

Un futur non seulement rouge et blanc, mais aussi bleu et jaune
 >> Page 12

yes

Transmettre les valeurs européennes à la jeune génération
 >> Page 13

abattage de mythes

«L'orgie des aspirateurs de Bruxelles: la dictature des fonctionnaires trop payés»
 >> Page 14

Chère lectrice, cher lecteur,



L'Europe tremble. Depuis le début de la crise financière de 2010, la situation dans les pays européens s'est considérablement détériorée. La Grèce est à terre. Le chômage des jeunes et les inégalités sociales augmentent jour après jour dans la zone euro. La cohésion sociale des Etats-membres se fissure et les politiciens bloquent de nombreuses décisions attendues de l'UE pour des raisons électorales. Des milliers de réfugiés continuent de se noyer dans la Méditerranée, sans que les gouvernements ne trouvent de solutions pour empêcher que ces cimetières marins prolifèrent aux portes de l'Europe. Pour traiter au plus vite, puis résoudre sur le long terme tous ces problèmes, l'UE doit arrêter des mesures qui débouchent sur des réformes structurelles et des programmes d'investissements.

En dépit de ces crises, l'UE est une réalité politique, économique et sociale incontournable. A tort, l'Union n'est souvent comprise que comme une organisation purement économique. Si, en effet, l'économie joue un rôle très important dans l'UE, celle-ci est avant tout une communauté de paix et de valeurs. La liberté, l'égalité, la démocratie, la primauté du droit, le respect de la dignité humaine et la défense des droits humains ne sont pas simplement des valeurs en quelque sorte «nice to have». Ce sont des valeurs pour lesquelles il vaut la peine de se battre.

Au milieu de l'Europe, la Suisse doit entre autres sa prospérité aux relations mutuelles qu'elle entretient avec les pays européens et aux accords bilatéraux signés avec l'UE. Or, nous vivons dans notre pays à une époque où des opinions fortement xénophobes et réactionnaires sont quotidiennement acceptées et où la presse se met souvent au service des intérêts particuliers de certains partis toujours plus puissants. Par ailleurs, les droits de l'homme sont remis de plus en plus en question; quant au récit glorifiant d'une Suisse intemporelle et pure, il est utilisé pour renforcer l'isolement politique de la Suisse au sein de l'Europe.

Dans un tel moment, la participation de toutes les forces constructives est indispensable pour que la Suisse prenne conscience de la communauté dans laquelle elle est déjà intégrée politiquement, économiquement, culturellement, comme elle l'est géographiquement depuis toujours. Outre les membres des partis et des organisations politiques, outre les acteurs et actrices des organisations internationales, il appartient aux intellectuels, aux artistes, aux chercheurs et aux citoyens de notre pays de s'engager activement pour la défense et la promotion de ces valeurs que porte l'Europe.

Cathrine Lutz, membre du Comité du Nomes



surfer

Les 100 livres les plus importants à propos de l'intégration européenne

L'intégration européenne n'est certes pas un thème à la mode, mais plutôt un processus de longue date. Le Parlement européen le fait savoir avec le site internet «100 ouvrages mémorables sur l'Europe». La sélection commence avec le «Mémoire sur l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne» d'Aristide Briand datant de 1930 et se termine avec «Europa, la dernière chance de l'Europe», ouvrage de Valéry Giscard d'Estaing préfacé par Helmut Schmidt; des eurosceptiques comme Margaret Thatcher sont également présents dans la base de données. Une biographie de l'auteur (ou des auteurs), un résumé et un accès direct aux livres sont en outre proposés. (sp)

europarl.europa.eu/100books/fr/index.html

Tout savoir sur la nouvelle équipe

Le personnel dirigeant de l'Union européenne a été modifié, y compris la Commission européenne placée désormais sous l'égide du Luxembourgeois Jean-Claude Juncker. La plupart des noms des 28 commissaires ne nous sont pas familiers. Pour pallier ce manque, les pages web «Les Commissaires – La direction politique de la Commission européenne» tombe à point nommé. Nous y apprenons tout (ou presque) sur la carrière de ces hauts fonctionnaires. A quoi s'ajoutent des informations sur leurs fonctions, ainsi que sur les procédures de gestion et l'agenda de la Commission. (sp)

http://ec.europa.eu/commission/2014-2019_fr

UNE SUISSE UTILE À QUI ?

Par **Joëlle Kuntz**, écrivaine et chroniqueuse

Statuant sur le devenir de la Suisse, il y a deux cents ans, les Puissances victorieuses de Napoléon forcèrent les cantons à s'unir afin de consolider un barrage territorial et politique contre les ambitions françaises. Elles considéraient que rassemblés par un Pacte contraignant, les cantons contribueraient à l'équilibre des forces sur le continent. Ce bastion helvétique, les Puissances le firent neutre «dans l'intérêt de l'Europe». Depuis, cet «intérêt de l'Europe» a constamment servi à légitimer l'existence suisse: elle était utile aux autres. Les Suisses eux-mêmes se sont peu à peu persuadés de leur utilité. Ils ont déployé toute leur créativité pour s'insérer dans la trame des besoins publics et privés de leur environnement international. Ils ont transformé leur «neutralisation» en neutralité choisie et fonctionnelle.

Sur un continent en guerre, la neutralité a été un atout fort qu'ils ont joué avec talent, souvent avec cynisme, mais toujours dans l'idée qu'ils rendaient des services utiles. Les «bons offices» et l'accueil des organisations internationales en sont un témoignage parmi d'autres. L'Etat suisse, petit de taille, dépendant des autres pour ses ressources et ses débouchés, pénétré du climat culturel et politique de ses voisins, se donnait le rôle d'oasis nécessaire à la halte des guerriers. Il y allait non seulement de ses droits et responsabilités vis-à-vis de l'extérieur mais aussi de sa cohésion intérieure, comme on l'a vu pendant la Première guerre mondiale.

Après deux cent ans de ce régime international vécu avec réalisme, intelligence et astuce, les Suisses se sont mis à croire passionnément aux vertus de l'extériorité, de la posture observatrice, éventuellement médiatrice, contre la posture participative. La neutralité les a protégés d'avoir à prendre parti. Ils ont tout misé sur elle.

Joëlle Kuntz



Joëlle Kuntz est née dans le canton de Saint-Gall. Après une licence en géographie de l'Université de Genève, elle devient correspondante à Lisbonne pendant la révolution démocratique. Entre 1976 et 1982, elle écrit pour divers journaux en Europe. A son retour en Suisse, elle travaille notamment pour l'Hebdo et le Téléjournal. Joëlle Kuntz a publié de nombreux ouvrages dont *La Suisse ou le génie de la dépendance* (Editions Zoé). Le 9 mai 2015, le Nomes a tenu à récompenser son engagement en lui attribuant le Prix de l'Europe.

La Suisse ou le génie de la dépendance

Joëlle Kuntz revisite l'histoire de notre pays sous une lumière originale, en montrant combien elle est le fruit d'une interaction permanente et positive avec ses voisins européens. En effet, le génie de la Confédération réside moins dans la défense de son indépendance que dans les liens nombreux qu'elle a tissés au fil du temps pour survivre et prospérer. En outre, la Suisse serait prête aux alliances si elle n'était momentanément écrasée sous le monument sévère de cette idole inflexible et butée, l'indépendance.



Mais la neutralité appartient à l'ordre de la guerre. La Suisse a vécu au milieu de cet ordre jusque dans les années 1950. Elle y a fondé une raison d'être qui s'est profondément ancrée dans les mentalités. Trois guerres entre la France et l'Allemagne en moins de cent ans ont nourri une méfiance spontanée à l'égard des croyances en la paix. Extérieurs à la guerre, les Suisses ont aussi été extérieurs à la paix. La réconciliation franco-allemande et la construction du Marché commun n'étaient pas leur affaire. Ils n'ont pas vu, pas cru, ou pas voulu croire que leurs voisins étaient passés de la guerre à la paix.

Contrairement à 1815, il n'y a plus personne pour assigner à la neutralité une fonction géopolitique. C'est aux Suisses seuls de se positionner dans l'orchestre international. Ils sont libres de ne rien jouer, mais ils courent alors deux risques: celui d'être envahis par la musique des autres et celui de perdre la connaissance et la maîtrise des règles orchestrales. Ils ne souhaitent ni l'un ni l'autre.

Le dilemme est donc bien celui du positionnement: après l'utilité, quoi? La participation? Avec qui, sous quel ordre? C'est l'enjeu du débat européen: choisir Francfort et Bruxelles, avec leurs disciplines contraignantes en vue de l'organisation du continent européen et de sa projection extérieure, ou incliner pour la City et Wall Street, dans un monde d'opportunités sans obligation et sans juge, quoiqu'avec beaucoup d'aléas? Ou encore ne pas choisir, prendre partout où c'est possible, piloter à vue jusqu'au moment où les événements décideront?

La Suisse n'est pas seule à se montrer confuse dans les bouleversements du moment. Mais elle est seule à enregistrer dans sa constitution des décisions issues des humeurs contradictoires d'un peuple désorienté. En cela, elle peut moins que les autres laisser sa politique étrangère au hasard des circonstances ou aux offensives des pirates.



L'UNION EUROPÉENNE ET LA SUISSE: JE T'AIME MOI NON PLUS?

Par **Alain Lamassoure**, député français au Parlement européen

L'Union européenne et la Suisse entretiennent des relations complexes depuis les débuts de la construction européenne: elles s'attirent, se repoussent, se retrouvent, puis s'éloignent à nouveau dans un ballet incessant.

Le modèle suisse inspire les bâtisseurs de la construction européenne depuis le début et, lors des travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe, c'est davantage le modèle suisse que le modèle américain qui a guidé nos travaux, notamment en ce qui concerne le système de double majorité au Conseil, les mécanismes de démocratie directe qui ont inspiré l'Initiative citoyenne européenne ou encore notre conception de la subsidiarité.

Cependant, nos relations ont toujours été fluctuantes.

Ainsi, lorsque le traité sur l'Espace économique européen a été conclu, la Suisse a fait le choix, par référendum, de s'en tenir finalement à l'écart en 1992. Mais, d'accords bilatéraux en accords bilatéraux négociés depuis, la

Suisse se retrouve désormais dans une situation très comparable à celle des États signataires du traité et ses relations avec l'Union européenne sont même devenues plus étroites dans certains domaines.

La Suisse est le quatrième partenaire commercial de l'UE et l'UE est le premier partenaire commercial de la Suisse dont elle représente plus de la moitié du commerce extérieur. Nos économies sont totalement imbriquées comme l'a démontré la décision de la Banque nationale suisse de mettre fin à sa politique de stabilisation du franc suisse par rapport à l'euro au mois de janvier dernier.

Les liens personnels sont également devenus très forts avec plus d'un million de citoyens européens vivant en Suisse et plus de 400 000 citoyens suisses résidant dans l'UE. La Suisse a d'ailleurs rejoint l'espace Schengen en 2008, mais la votation de février 2014 «contre l'immigration de masse» a montré les inquiétudes que cela a pu susciter. Elle a écorné nos relations en empêchant la Suisse d'étendre à la

Croatie l'accord sur la libre circulation des personnes signé par la Suisse et l'UE et a conduit l'UE à suspendre unilatéralement l'accord Erasmus conclu avec la Suisse. Depuis, UE et Suisse ne sont pas encore parvenues à rapprocher leurs points de vue sur les suites à y donner, comme l'ont pudiquement reconnu Simonetta Sommaruga et Jean-Claude Juncker, à l'issue d'un entretien le 2 février dernier. Nous avons jusqu'en 2017 pour y trouver une solution.

Cette question ne devrait toutefois pas altérer durablement nos relations et elle n'a pas empêché les deux parties de trouver un accord sur la participation suisse au programme de recherche Horizon 2020 dès le mois de décembre dernier ainsi que sur l'échange automatique de renseignements en matière fiscale il y a quelques semaines seulement.

Au total, si nos relations avec nos amis helvètes sont passionnées elles sont aussi empreintes de pragmatisme car, au-delà de la proximité géographique, chacun de nous a beaucoup à apprendre de l'autre. ■



4

Alain Lamassoure

Né le 10 février 1944, Alain Lamassoure fait partie de ces hommes politiques à la carrière bien remplie. Après avoir effectué différentes missions comme conseiller dans plusieurs services et ministères, dont celui des Finances en 1974 et de l'Équipement en 1977, il est élu en 1986 député de la 5^{ème} circonscription des Pyrénées-Atlantiques. Il sera réélu en 1988, en 1993 et en 1995, date à laquelle il devient ministre délégué au Budget et porte-parole du gouvernement d'Alain Juppé. Sa première élection en tant que député européen remonte à 1989. Il a ensuite été réélu en 1999, 2004, 2009 et 2014. Membre de l'UMP, Alain Lamassoure fait partie du Parti populaire européen. Il est actuellement président de la Commission spéciale sur les rescrits fiscaux et autres mesures similaires par leur nature ou leur effet. Européen convaincu, il est membre du Mouvement européen France, dont il a été vice-président, et entretient des liens étroits avec les différents groupes fédéralistes européens.



LE PLR ET L'EUROPE: LE MUTISME DES RADICAUX

Par Alan Cassidy et Philipp Loser

C'était un bon printemps pour le PLR: le parti est à la hausse pour la première fois depuis longtemps grâce à des victoires électorales dans plusieurs cantons. Il pourrait être parmi les gagnants lors des élections en automne. Mais ceux qui espèrent que le PLR, qui est à présent plus puissant, donne une nouvelle impulsion à la question la plus importante de la politique suisse risquent d'être déçus. Comment continuer dans le domaine de nos relations avec l'Europe? Comment le pays doit-il s'ouvrir? Jusqu'à quel point doit-on se remettre en question? Les radicaux n'ont que peu de réponses à ces questions. Le souvenir des combats de tranchées est encore trop frais et trop douloureux pour que le Parti libéral-radical s'occupe du thème de l'Europe comme il l'a fait pendant des années.

Ces combats ne se sont achevés qu'à l'occasion de l'assemblée générale à Herisau en 2010, au cours de laquelle le parti s'est prononcé unanimement contre l'adhésion à l'UE et à l'EEE et a rayé l'objectif de l'adhésion de son programme politique. Il s'agit, aujourd'hui encore, d'un tournant décisif dans la jeune histoire du parti. «On ne pouvait dès lors plus désigner des représentants individuels et amener l'ensemble du parti dans une certaine direction», a déclaré l'ancien président du parti Fulvio Pelli. La proximité avec l'Europe et l'Union européenne, c'est bien sûr ce qui ne peut plus être formulé dans la déclaration du Tessinois.

Pendant ce temps, le PLR se désigne comme le seul réel soutien à la voie bilatérale, mais la signification exacte de cette appellation reste floue. Quant aux plans de Didier Burkhalter, son ministre des Affaires étrangères, qui consistent à sauvegarder les accords bilatéraux tout en renforçant leur cadre légal, ils soulèvent peu d'enthousiasme au



sein du parti. Ainsi, le PLR s'exclut-il d'une discussion ouverte sur la relation de la Suisse avec l'Europe et le monde. Pourtant, une approche libérale fournit l'occasion de formuler des questions à la question européenne. La vision libérale de l'économie du PLR plaide pour un attachement étroit au grand marché européen, le plus grand bloc économique au monde; et cet attachement pourrait même devenir plus important encore si l'accord de libre-échange transatlantique voit le jour. En revanche, sous l'angle des institutions, il existe pour le PLR de bonnes raisons d'être sceptique à l'endroit d'une intégration plus poussée qui resterait sans danger pour la démocratie directe.

En fait, le PLR désirerait ne pas parler d'Europe. C'est uniquement le pragmatisme économique qui conduit le parti à se prononcer en faveur du maintien des accords bilatéraux. On se croirait presque en Allemagne, où la chancelière fédérale définit les décisions d'importance stratégique comme dépourvues de toute alternative pour ne pas avoir à réfléchir à un autre scénario. Pourtant, il n'y a pas si longtemps, le PLR se percevait différemment. En tant que parti fondateur de l'Etat fédéral, il croyait pouvoir laisser négocier les grandes questions politiques de l'Etat par divers fractions et courants au sein de ses propres rangs. C'est du reste de cette manière qu'il a procédé après la Guerre froide, alors que de vieilles certitudes de la politique étrangère étaient soudainement tombées. En peu de temps, le PLR tournait sa boussole dans une direction radicalement nouvelle: l'aiguille de celle-ci montrait désormais l'Europe.

Le PLR n'a jamais été récompensé politiquement pour ces débats internes, bien au contraire: le voyage précipité vers l'Europe a rendu apatrides de nombreux électeurs radicaux. Les blessures sont encore profondes. Et chez les radicaux, personne ne tient à les rouvrir. ■

Der Fall FDP. Eine Partei verliert ihr Land



La Suisse se trouve-t-elle devant un tournant bourgeois? Et quel rôle y joue le radicalisme? Le PLR était la force de référence en Suisse jusqu'à l'ascension sans précédent de l'UDC. Aujourd'hui, il n'est qu'une fraction de sa puissance passée. Comment cela a-t-il pu se produire? Et qu'est-ce que cela signifie pour la Suisse? Telles sont les questions que traitent Alan Cassidy et Philipp Loser dans ce livre.



DES CANDIDATS QUI S'ENGAGENT POUR L'AVENIR DE LA SUISSE EN EUROPE

Dans le cadre des élections fédérales, le Nomes vous laisse découvrir quatre candidats au Conseil national qui s'engagent pour les valeurs que nous défendons.

Un défi passionnant, motivant et nécessaire

Rolin Wavre

(candidat au Conseil national, PLR Genève)



Dix-huit années de missions à travers le monde avec le CICR m'ont convaincu que nous partageons avec nos voisins européens une vraie unité culturelle et politique et donc beaucoup de valeurs essentielles. Pour la majorité de nos concitoyens, la paix est une évidence, une sorte de droit acquis, ce qui est loin d'être le cas dans le reste du monde. La paix se travaille, se mérite. C'est l'un des bienfaits de l'UE.

Sur la base de cette expérience, il me semble nécessaire de développer les relations avec l'Union. Les Accords bilatéraux sont un strict minimum. Notre pays est certes capable, tout seul, de placer Roger Federer au sommet de la hiérarchie mondiale du tennis, l'un ou l'autre de nos hauts fonctionnaires à un poste en vue dans une organisation internationale, peut-être même un ancien conseiller fédéral à la tête de l'ONU.

Mais gagner seul dans le concert des nations, dans les négociations rudes, là où les choses comptent vraiment, sera de plus en plus difficile. La moitié de nos gains à l'étranger provient d'échanges avec l'UE et 90% de notre législation est naturellement euro-compatible. La nature nous a aimablement déposés au centre géographique de l'Union. Bien sûr, il nous reste à examiner très précisément ce qu'impliquerait un rapprochement plus poussé. C'est un défi passionnant, motivant et nécessaire. Le Nomes est là pour cela. Pour qu'un jour, enfin, l'Union européenne se décide à adhérer à la Suisse. ■



6

Développer des idées et des solutions pour une Europe cohérente et juste

Hanna Bay

(candidate au Conseil national, PS Grisons)

La politique européenne actuelle est souvent, à juste titre, critiquée par la gauche. L'UE d'aujourd'hui connaît un régime d'asile et de frontières verrouillé, une politique d'austérité non solidaire et un fort déficit démocratique. En dépit de ces faits, je suis convaincue des avantages et des idées du projet européen. En effet, le repli sur l'Etat-nation en raison de l'hégémonie néolibérale dominante n'est pas une option pour moi. Croire que la Suisse serait plus sociale et plus juste si elle s'éloignait de l'Europe est faux. De fait, les discussions que nous menons en Suisse sont souvent les mêmes que celles menées en Europe. Les privatisations, les programmes d'austérité et une politique d'asile de plus en plus sévère figurent sur notre propre agenda politique. Ces combats ne peuvent pas s'arrêter à la frontière d'un pays. La gauche européenne doit au contraire développer des idées et des solutions pour une Europe cohérente et juste. L'objectif consiste en une Europe qui garantit des standards sociaux et écologiques et remet en avant les promesses de paix, de justice et d'avenir digne pour chacun-e. Il s'agit de l'une des missions de politique européenne les plus importantes de la gauche suisse que de signaler ces alternatives et de ne pas se laisser irriter ou pire arrêter par le climat politique actuel. ■



Politiser à nouveau le débat sur l'Europe

Ilias Panchar

(candidat au Conseil national, Jeunes Vert-e-s Vaud)



Politiques d'austérité, déficit démocratique, référendum anglais annoncé (Brexit), cimetière migratoire en Méditerranée. L'Europe est à un tournant de son histoire. Les prochaines années s'annoncent décisives dans la lutte pour une Europe au projet collectif retrouvé.

La votation sur l'immigration nous oblige à redéfinir nos rapports avec l'Union européenne. Appliquer l'initiative de manière euro-compatible est prioritaire à mes yeux: pourquoi ne pas nous inspirer, par exemple, de la suite donnée à l'Initiative des Alpes avec sa redevance poids lourds.

Mon engagement en faveur des bilatérales s'inscrit dans une analyse politique critique. La situation de la Grèce, en pleine crise humanitaire face au cynisme de ses créanciers, nous oblige à réformer le projet européen en direction d'une Europe sociale, démocratique, porteuse de projets citoyens et solidaire des mouvements sociaux des pays du Sud.

Si je suis élu au Conseil national, j'aiderai à politiser à nouveau cette question. Expliquer l'importance de nos relations avec les membres de l'UE: notamment la question énergétique au vu de l'interdépendance des productions nationales, la question migratoire pour créer un droit d'asile européen, la question des transports, en particulier à travers les lignes alpines, et, enfin, la question agricole au vu de notre dépendance face aux importations.

Les politiques qui défendent une ligne pro-européenne, critique mais constructive, doivent désormais se saisir de ces thèmes et oser mener le combat des idées qu'il exige. ■

Objectifs pour la politique européenne

André Zuraikat

(candidat au Conseil national, PDC Zurich)

Un engagement personnel et la solidarité sont nécessaires pour que le pays se porte bien. C'est pour cette raison que, en tant que membre du PDC, je suis candidat au Conseil national le 18 octobre 2015.

Pour la Suisse, pays dont l'économie est largement tournée vers l'exportation, de bonnes conditions-cadre sont essentielles. En tant qu'économiste en herbe, je suis convaincu que notre pays a besoin d'une politique économique déterminée et ouverte pour que nous restions attractifs et compétitifs aux yeux des investisseurs et des entreprises. Je constate quotidiennement l'importance de celle-ci dans le cadre de mon travail dans une entreprise internationale d'assurances. Notre relation avec l'Europe doit être entretenue avec soin. De nombreux événements ont montré à quel point la Suisse et l'UE sont interdépendantes. D'aucuns prétendent que nous perdrons notre souveraineté en cas d'adhésion à l'UE. Voici les faits: nos lois ont été adaptées aux normes de l'UE dans de nombreux domaines et nous payons des montants élevés pour des projets de recherche, de développement, de formation et de sécurité.

Cependant, en tant que non-membre de l'UE, nous n'avons aucun droit de codécision. Cet état de faits témoigne-t-il d'un Etat souverain? L'approche bilatérale fait-elle sens sur le long terme? A l'évidence, la Suisse devrait, comme membre d'une Europe unie, faire entendre sa voix et ne plus se contenter de la reprise autonome du droit européen. ■



«LE 9 FÉVRIER, QUELQUE CHOSE QUI COUVAIT DEPUIS LONGTEMPS EST DEVENU VISIBLE»

Le Nomes a rencontré le journaliste suisse **Frank A. Meyer** à Berlin. Dans son loft berlinois, le conseiller de l'éditeur Ringier a expliqué les raisons du succès du populisme, indiqué pourquoi l'Europe n'avait jamais été aussi actuelle qu'aujourd'hui et rappelé pourquoi une adhésion de la Suisse à l'UE était indispensable.

europa.ch: *Vous avez dit une fois que «ma fonction est mon nom»? Quel est votre nom en ce moment?*

Frank A. Meyer: J'écris des colonnes dans le *SonntagsBlick* et dans *Cicero*, je partage la rubrique «Espresso» avec Mark Walder dans la *Schweizer Illustrierte* et j'ai des relations avec les milieux politiques allemands. Avec mon épouse Lilith Frey, nous organisons dans un espace privé des soirées-débats. Au Berliner Ensemble, l'ancien théâtre de Bertolt Brecht, je mène des discussions de matinée. Enfin, je reçois des invités pour parler dans mon émission «Vis-à-vis» sur *3sat*. Mon épouse et moi-même sommes donc actifs dans la vie politico-culturelle.

La culture et la politique sont-elles donc indissociables?

La politique est toujours de la culture et la culture est toujours politique dans ses meilleurs moments. Je crois qu'on ne comprend la politique – mais aussi l'économie – que si on la comprend d'un point de vue culturel. Celui qui nie la culture devient tout au plus un banquier d'investissement.

Pourquoi vivez-vous aujourd'hui à Berlin?

Je me suis dit une fois: «Je veux aller en Europe. Je ne veux pas attendre que mon pays y arrive.» Cependant, les montagnes me manquent parfois. J'ai souvent eu des difficultés à m'orienter à Berlin. Au lieu d'aller vers un sommet, je dois me diriger par rapport au soleil.

L'Allemagne est plus européenne que la Suisse. Faudrait-il relever un manque d'interconnexions dans notre histoire commune?

C'est un sujet délicat. Le fait que la Suisse ait pu se tenir éloignée de la guerre a été un indiscutable succès de la politique menée par notre Etat. Cependant, ce sentiment d'intégrité a également entraîné la Suisse à faire montre de supériorité et de condescendance, deux attitudes qui témoignent d'une absence de réflexion sur soi-même. Nous, les Suisses, ferions mieux d'accepter le fait que si notre pays a certes réussi à faire face au fascisme et au nazisme, nous avons pourtant aussi bénéficié d'une grande chance historique. Avant tout, nous devrions en tirer pour conséquence de participer à la construction de cette Europe d'aujourd'hui plutôt que d'avoir besoin, une nouvelle fois, de chance.

Toutefois, il se trouve que c'est le contraire.

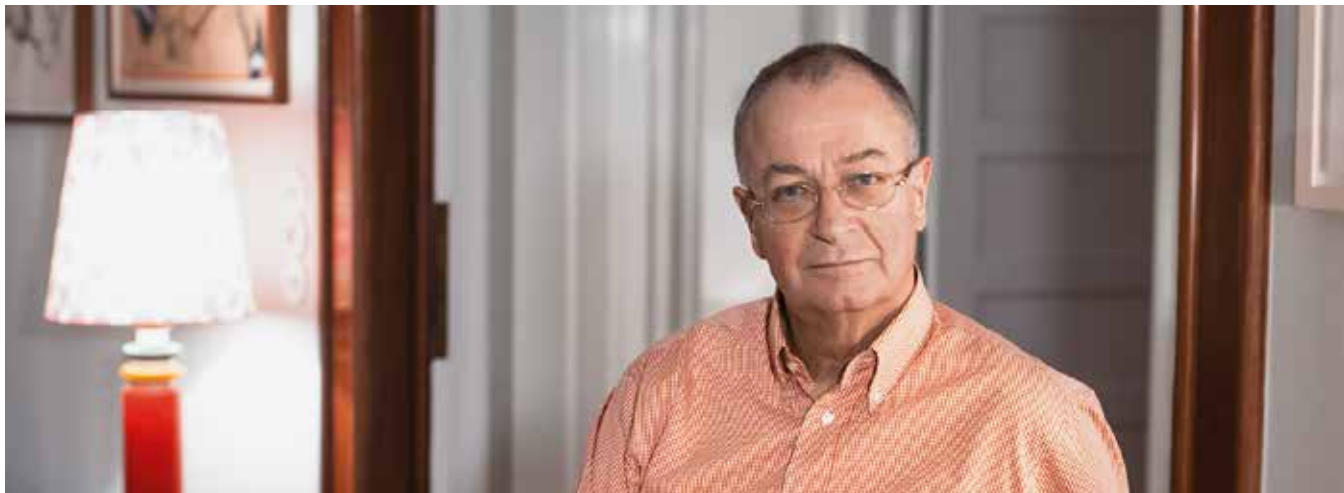
Le plus grand parti de Suisse est un parti populiste de droite qui se présente sous des aspects inoffensifs – «chez soi» – mais qui est très, très à

droite. Pas moins à droite que le Front national en France ou d'autres mouvements de droite populiste en Europe.

Avec l'UE comme bouc émissaire clairement désigné...

Depuis le rejet de l'adhésion à l'EEE, ce parti a systématiquement désigné l'Europe comme ennemie. C'est ainsi que ce

«L'Union européenne est la plus grande réussite de l'histoire récente»



parti a grandi. Les partis bourgeois, c'est-à-dire le PLR et le PDC, ainsi que le PS, se sont embarqués dans ce jeu paresseux. L'Union européenne est la plus grande réussite de l'histoire récente – et pourtant cette Suisse qui vit au milieu de cette Union n'en connaît pas des partisans influents. Les partis gouvernementaux démocratiques ont tourné le dos à l'Histoire dans leur programme.

Au départ, ils n'avaient pas d'objection et ensuite, ils ont pris le train en marche?

Les radicaux n'ont jamais pris position contre le mouvement populiste. On doit garder cela à l'esprit: j'ai vécu l'époque du PLR quand il était encore un parti très fier, fort et presque arrogant. Et maintenant, je vois quel parti de lâches il est devenu. La Suisse a pourtant besoin d'urgence d'un parti libéral fort, ouvert sur le plan social. Oui, toute l'Europe a besoin d'un libéralisme social et réfléchi.

Selon vous, les radicaux sont-ils responsables de la montée de l'euroscpticisme?

Ils ne sont pas les seuls. Les radicaux ont fondé l'Etat fédéral moderne et les sociaux-démocrates ont obtenu la modernisation de cet Etat fédéral grâce à leur lutte pour les valeurs et les droits sociaux. Les démocrates-chrétiens ont contribué pendant des années à amener un équilibre entre les frères ennemis PLR et PS aux antipodes l'un de l'autre. Cet équilibre, qui se reflétait dans la formule magique de la répartition des sièges au Conseil fédéral, est en danger. Les forces économiques se sont détachées de la politique. La religion stupide du néolibéralisme dicte la pensée économique des forces politiques à droite du centre. Comme ce think thank qui est financé par l'économie – comment s'appelle-t-il déjà? Arrière suisse...

Avenir Suisse?

Oui, tout à fait (il rit). Mais Arrière suisse convient mieux. Vous pouvez l'écrire!

Et quel rôle jouent les médias?

Le manque de clarté intellectuelle dans les médias m'énerve!

Dans quelle mesure?

Presque personne ne s'aperçoit que le populisme de droite s'oppose au projet bourgeois. Il combat les normes communes qui donnent la structure et le cadre pour une société ouverte: les travaux du parlement sont qualifiés de perte de temps, le gouvernement est accusé de trahir le peuple. Quant au pouvoir judiciaire, il est lui accusé d'être déterminé par d'autres et les droits de l'homme sont vus comme étant superflus. L'intellectualité est considérée comme dangereuse, ce qui explique que les sciences humaines voient leur part réduite dans les universités. La propagande populiste de droite, que relaient beaucoup de médias, vise la destruction du consensus

et de la concordance et aussi celle de la décence et de la tolérance dans le débat politique.

Mais pourquoi ce populisme a-t-il autant de succès?
Le manque de classe et de style est compensé par l'impudence et l'agressivité. En outre, il y a une quantité d'argent qui impressionne apparemment les électeurs et les journalistes. On médiatise auprès de beaucoup de citoyennes et citoyens le sentiment d'être compris et aussi

«Le Nouveau mouvement européen suisse fait un travail politique et culturel important»

d'être en sécurité. Le populisme est le triste fruit des peurs. Les populistes gèrent les peurs; ils ne peuvent pas faire de politique sans les peurs des gens. Ils profitent du fait que les partis démocratiques ne répondent pas clairement à ces peurs; en fait, ils n'y répondent même pas: on ne veut pas parler ouvertement de l'islam antidémocratique, des conflits avec certaines cultures de migrants, de la négligence et de la criminalité, du déracinement et de la perte des certitudes dans un monde de changements frénétiques. Ainsi, tout à coup, les mauvaises réponses des populistes de droite sont les seules réponses.

Comment sortir de cette spirale?

Il faut appeler les choses par leur nom. Il serait également temps que les forces démocratiques définissent des normes communes. Nous avons besoin d'une renaissance de la citoyenneté. En politique, dans l'économie, mais aussi dans le cadre privé. Cela signifie par exemple: droit et ordre, fair-play et décence. Et nous avons besoin d'une conscience citoyenne à propos de la question européenne: pour la préservation de la libre circulation des personnes – en tant que base des relations bilatérales avec l'Union européenne.

L'année dernière, le peuple suisse a accepté l'initiative «contre l'immigration de masse». Qu'est-ce qui a changé le 9 février? Quelque chose qui couvait depuis longtemps est seulement devenu plus visible. Un quart de siècle d'hostilité systéma-

Frank A. Meyer

Frank A. Meyer est né en 1944 à Bienne. Après son apprentissage de typographe, il est engagé au Bureau Cortesi et écrit au Palais fédéral pour différents médias. Meyer siège pendant quatre ans – de 1976 à 1980 – au Conseil municipal de Bienne pour le parti des «citoyens libres». En 1972, il débute son activité journalistique pour l'entreprise Ringier, où il est membre du conseil exécutif depuis 1985. Il se fait remarquer dans la «Schweizer Illustrierte» par ses portraits insolites de conseillers fédéraux. Plus tard, il devient chroniqueur libéral de gauche pour «SonntagsBlick». Aujourd'hui, il est conseiller de l'éditeur Michael Ringier et vit avec sa femme à Berlin.



tique envers l'Europe a convaincu une majorité des Suisses qui votent – une victoire fatale de l'extrême droite. Pour veiller à ce que nos relations avec l'UE ne soient pas totalement ruinées, les gens doivent être consultés à nouveau: «Voulez-vous les bilatérales, oui ou non?»

Le populisme de droite et la rupture actuelle avec l'UE. Il y a un air de danger.

Dangereux pour la Suisse, mais pas pour l'Europe. La Suisse, en tant que nation en dehors de l'UE, n'est pas un facteur qui compte en Europe. Malheureusement! Je préférerais que nous puissions accomplir quelque chose et contribuer à la construction de l'Europe. Mais, pour ce faire, il nous manque la normalité européenne.

Que voulez-vous dire par là?

Je veux parler du statut de membre de l'UE. Cela signifierait que nous pourrions déléguer des représentants dans les organes de la Communauté, que nous enverrions des hauts fonctionnaires et qu'un commissaire suisse participerait aux décisions à Bruxelles. Cela correspondrait aussi à l'interdépendance économique avec l'Europe. Nous gaspillons actuellement notre potentiel de manière nonchalante. La Suisse est remplie de gens extrêmement compétents dans la diplomatie, dans l'économie, dans la culture: il y a des scientifiques, des technologues, des entrepreneurs, des artistes et des intellectuels. Pour ces experts de pointe, le réseau de l'Union européenne fait cruellement défaut. J'explique toujours quelque chose à mes amis allemands: si la Suisse était dans l'UE, on voterait après 10 ans un traité qui stipulerait que le président de l'UE devrait toujours être un Suisse.

La Suisse serait-elle alors encore indépendante?

«L'indépendance» si chère à la Suisse est une totale dépendance! Un statut dégradant de membre passif! Les Suisses sont fiers de participer activement à tous les échelons de la vie politique. Et ils renoncent à la participation au sein de l'Europe qui influe sur notre vie quotidienne. Une absurdité!

Comment expliquer cette absurdité?

La Suisse a vécu de longues années avec la spécificité de ne pas être de la partie.. La recette avait du succès. Notre pays est sorti indemne des deux guerres mondiales et de la période nazie grâce à la protection du hors-jeu. Mais avec la création de la Communauté européenne, quelque chose de fondamental a changé: aujourd'hui, on devrait être présent pour construire ensemble une Europe pacifique – et aussi pour défendre nos intérêts dans cette Europe. La Suisse aurait dû dire: «Nous voulons participer – et ce dans une fonction-pilote».

Qu'est-ce cela aurait changé?

Je pense qu'aujourd'hui le centre de l'UE ne serait pas à Bruxelles, mais plutôt à Genève. Après la guerre, la Suisse avait des structures intactes à offrir: la démocratie, l'économie, la recherche, la culture, tout fonctionnait.

Maintenant, la Suisse est en dehors de l'Europe. Ainsi, il ne reste rien à faire d'autre que s'efforcer de conformer la perception des gens à la réalité des faits et donc de promouvoir cette «normalité européenne»?

Oui, et en tant que Nouveau mouvement européen Suisse, vous faites un travail politique et culturel important. Vous rassemblez des politiques, des intellectuels et des acteurs de la culture dans un esprit européen. Peut-être qu'un gestionnaire éclairé se trouve parmi les membres du Nomes.

Et si le projet de l'UE échoue?

Il n'y a pas de doute à avoir sur ce sujet! L'UE existe et continuera d'exister à l'avenir. Elle traverse actuellement une phase de développement très intéressante: on n'a jamais parlé aussi intensément de l'Europe au sein de l'Europe qu'au cours de ces vingt dernières années. On réalise soudainement que les problèmes des nations

comme le chômage des jeunes en Espagne, la corruption en Roumanie ou la montée de l'extrémisme de droite en Hongrie sont des problèmes européens. Il n'y a jamais eu autant d'Europe qu'à l'heure actuelle. Cela résulte de la naissance d'une conscience européenne.

Donc, vous êtes toujours convaincu par cette idée?

L'UE a jadis été une excellente idée. Aujourd'hui, elle est une très forte réalité. Un continent en guerre s'est transformé en un continent de paix. L'Europe était le continent économiquement le plus puissant au monde – et il l'est toujours! Avec 507,4 millions de citoyens au pouvoir d'achat important, productifs et innovants. La Suisse, avec ses 8,23 millions d'habitants, offre aussi ces qualités européennes. Le monde afflue vers l'Europe: des investisseurs, des travailleurs, des réfugiés; l'Europe est pour le monde une destination privilégiée.

Et que se passe-t-il avec la Suisse?

Parce que je souhaite ce qu'il y a de mieux pour mon pays, je souhaite que la Suisse ait le sens des réalités – un sens pour le présent et un sens pour l'Histoire. La Suisse fait partie de l'Europe! Je viens de Bienne qui était une ville alliée de l'Ancienne Confédération: ni membre ni sujet, mais entièrement déterminée par le cours des affaires confédérales – comme la Suisse aujourd'hui est un pays allié de l'Union européenne. ■

(Propos recueillis par Lukas Schürch, secrétaire général du Nomes)



LA SUISSE CHERCHE DÉSESPÉRÉMENT... LA DÉMOCRATIE EUROPÉENNE

Par **Bernd Hüttemann**, secrétaire général du Mouvement européen Allemagne



Allons droit au but: la Suisse nous manque, à nous les Européens allemands. Les Suisses connaissent bien les chants de louange des gens du Nord, autosatisfaits et arrogants.

Ils connaissent le respect du géant nordique face à la démocratie suisse si vivante.

Pendant, ce serait une erreur des deux côtés du Rhin, de fonder notre respect mutuel sur de mauvaises raisons.

C'est que la Suisse est citée de plus en plus souvent comme un modèle par ce qu'on appelle les «patriotes européens» d'Allemagne. La démocratie de proximité, exemplaire de la politique suisse, est un prétexte pour le populisme nationaliste allemand. Selon ce dernier, le peuple serait nié dans l'espace européen ou international et il conviendrait que les autorités, que ceux qui dirigent là-haut le laissent en paix. Au mieux, l'ensemble de l'Allemagne devrait devenir une grande Suisse.

Nous avons perdu du regard les avantages réels de la Suisse, pays fédéraliste, international et pluriel. Ce pays

est, de ce fait, un modèle d'intégration et de diversité européennes qui met en avant le fait que les différents intérêts et identités peuvent trouver leur place au sein d'une communauté. La démocratie prospère et grandit grâce aux différences. Bien sûr, il y a ici aussi un excès de corporatisme. Certains l'appellent «le club privé petit-bourgeois». En Suisse, on m'a dit qu'on le nomme également «le club de Heinis».

En Allemagne, le Mouvement européen (EBD) table justement sur la diversité de la responsabilité démocratique. Après tout, le Mouvement européen est le plus grand réseau de politique européenne en Allemagne. Il se compose de 243 organisations et représente ainsi, en principe, le pluralisme dans la politique européenne allemande. Les syndicats, les ONG, les fondations et les associations économiques, les partis politiques et les entreprises sont ici réunis. Eh oui, un lobbyisme pour les intérêts particuliers existe, tout comme existe un intérêt pour la société européenne. L'EBD fait en sorte qu'il ne jette pas le bébé européen avec l'eau du bain des intérêts particuliers.

L'Europe centrale et septentrionale est particulièrement marquée par le pluralisme. Cela a de nombreux avantages si l'on regarde les chiffres concernant la corruption et la liberté de la presse comme

ceux qui concernent la réalité économique et sociale. Mais ces pays ont du mal à faire confiance à Bruxelles. Comment une augmentation de l'intégration et de la démocratie peut-elle être combinée à un modèle européen dans les sociétés pluralistes d'Europe? C'est là que le Mouvement européen doit trouver des réponses communes en Suisse et en Allemagne.

Pour cette raison, il est utile que le Mouvement européen international définisse son travail en matière de politique sociétale. L'accroissement de la démocratie, dans l'Europe complexe actuelle, n'est pas seulement un devoir de l'UE, mais aussi de ses Etats-membres, des candidats à l'adhésion et des membres passifs comme la Suisse. Une nouvelle démocratie européenne peut parfaitement trouver son assise dans le traité sur l'UE (EUR), dont l'article 11 garantit l'existence des moyens de pression pour plus de démocratie participative et associative.

Respectons les différences. Les Mouvements européens à Berne, Bruxelles et Berlin peuvent développer de nouvelles réponses sur la façon dont le pluralisme et la démocratie européennes peuvent être promus à travers le continent tout entier. Il y a assez d'expériences positives, nous devons simplement les assembler. Et nous les partagerons ensuite dans le monde entier! ■



Vote lors de l'Assemblée générale du Mouvement européen international, dont Bernd Hüttemann est le vice-président, qui s'est déroulée à Riga les 24 et 25 avril 2015.



UN FUTUR NON SEULEMENT ROUGE ET BLANC, MAIS AUSSI BLEU ET JAUNE

Par **Cyril Lilienfeld**, membre de la section de Zurich, du comité de la yes et du Nomes Suisse



Le débat européen en Suisse me semble être quelque peu dépourvu de tranchant en ce moment. Il n'est pas mené de manière aussi détaillée qu'auparavant par les partis. La raison est à chercher du côté des élections fédérales d'octobre. Les politiciens bourgeois et du centre se gardent bien d'évoquer ce thème ou même de se positionner de manière trop proeuropéenne. Ceci malheureusement par peur que la massue de l'UDC ne s'abatte sur eux sans pitié, leur coûtant ainsi un nombre important de voix. Dans le même temps, le débat n'est pas encore totalement éteint: des groupes en dehors du Parlement et des acteurs individuels, récents ou plus anciens, donnent de la voix.

En tant que membre de la young european swiss (yes) et du Nomes, j'étais déjà habitué à certaines gentilles (du «traître à la patrie» au «alors, va donc à Bruxelles si cela te plaît autant!»). Ainsi, personne n'a été particulièrement étonné lorsque nos deux organisations sont apparues sur la liste des «ennemis de la Suisse». Celle-ci, établie par Ulrich Schlüer sous le nom de «Schweizerzeit», inclut toutes les organisations qui luttent contre l'initiative de l'UDC «pour la primauté du droit suisse» qui vise à résilier la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH).

Ainsi, dès le début de la campagne, l'UDC a présenté ces organisations comme se position-

nant «contre l'indépendance de la Suisse et contre la démocratie directe».

Il est intéressant de constater que les médias ont surtout évoqué le fait que des organisations non politiques comme La Maison des jeunes filles de Zurich ou La Croix-Rouge se trouvent sur cette liste, ce qui lui confère une absurdité presque inimaginable. La liste elle-même a été peu remise en question. Ainsi, l'aile dure de l'UDC montre encore une fois sa compréhension très particulière de la démocratie, selon laquelle une autre pensée que la sienne conduit automatiquement ses auteurs à devenir des traîtres à la patrie. En Suisse, la superposition de l'opposant politique et de l'ennemi devient malheureusement de plus en plus fréquente, à laquelle il faut associer une mentalité de guerre des tranchées. Des situations que nous connaissions jusqu'à maintenant dans d'autres pays comme les USA ne semblent plus être bien loin.

En revanche, dans la société civile, la partie proeuropéenne a pris de l'ampleur. L'initiative populaire «Sortir de l'impasse» (RASA) exige une suppression de l'article constitutionnel 121a introduit par l'initiative «contre l'immigration de masse». Si un succès de cette initiative serait certes une raison de se réjouir pour les proeuropéens, cela consti-

tuerait un sérieux précédent dans la politique suisse: à chaque fois qu'une initiative serait acceptée avec un score serré, elle serait à nouveau menacée par une contre-initiative qui l'annulerait. Cela paralyserait la Suisse et condamnerait la politique à de perpétuelles répétitions des thèmes et des votations.

Le dernier né chez les proeuropéens se nomme Avantage suisse. Celui-ci veut sauver les bilatérales et protéger la démocratie, ainsi que les droits de l'homme. Le mouvement, qualifié par les médias de «troupe de combat anti-Blocher», ne compte pas seulement des politiciens connus dans ses rangs, mais aussi deux donateurs d'une grande puissance financière, prêts à soutenir les campagnes de votations à coups de millions.

Aussi réjouissante soit-elle, cette réalité ne présente encore aucune garantie pour un succès proeuropéen lors des votations et avant tout pour la formation de la pensée politique européenne au sein de la population. Car le succès de l'UDC n'est pas seulement dû aux millions de Blocher, mais aussi et surtout au tribun zurichois qui a su et sait toujours enthousiasmer les électeurs par ses qualités de leader charismatique et de personnage auquel on s'identifie. C'est une telle figure qui manque actuellement aux mouvements proeuropéens de Suisse. Sans compter que ceux-ci ont malheureusement tendance à la division et la mauvaise gestion des moyens financiers et du «manpower».

Si ces mots sonnent de manière pessimiste, je n'ai pas pour autant perdu l'espoir. D'autant que de nombreux nouveaux membres de la yes s'investissent avec passion et entrain pour notre cause, rendant le sourire aux «yesler» de l'ancienne génération dont je fais partie. Je vois ainsi un futur politique positif. Un futur qui n'est pas seulement rouge et blanc, mais aussi bleu et jaune. ■



Café d'Europe de la section de Zurich avec l'Ambassadeur de l'UE Richard Jones



TRANSMETTRE LES VALEURS EUROPEENNES À LA JEUNE GÉNÉRATION

Par **Pascal Graf**, secrétaire général de la yes



Campagne contre Ecopop en bus VW

Récemment, alors que j'étais dans l'ascenseur, une voisine m'a parlé de son mari, soldat durant la Seconde Guerre mondiale. Celui-ci avait assisté à des échanges de cigarettes entre soldats allemands et suisses. En pleine guerre, au milieu de ses atrocités, l'humanité ne s'était pas complètement éteinte: des hommes s'aidaient les uns les autres. Ce temps semble loin derrière nous et, pour la plupart, n'est accessible que par les livres et les cours d'histoire.

La distance temporelle qui nous sépare des deux guerres mondiales et de la Guerre froide relègue au second plan le projet de paix porté par l'UE, qui explique que celui-ci perde de son attrait. Aujourd'hui, la paix relève en effet de la normalité, de l'évidence, surtout pour les jeunes d'un pays qui a été épargné par les horreurs des deux grandes guerres du siècle passé. Par conséquent, la majorité de la jeune génération n'est pas consciente de l'exploit que représente la construction européenne et qu'il faut en prendre soin.

Le manque de connaissances de l'histoire de l'Europe et du développement de l'UE est lourd de conséquences dans la formation de l'opinion de la jeunesse.

Afin de pallier ce problème et d'apporter une vision constructive de l'Europe, la young european swiss (yes) organise des journées d'information europe@school dans les gymnases. Pendant ces journées, des experts extérieurs et des membres de la yes fournissent aux élèves des éclairages portant sur la relation Suisse-UE. Une table ronde réunissant des politiciens suisses conclut la journée. Face au succès d'europe@school, la yes prévoit d'étendre le projet.

L'approche des thèmes liés à l'UE n'est cependant pas la seule motivation

de la yes. En effet, les jeunes devraient s'intéresser davantage à la politique. La lassitude de la jeunesse suisse face à la politique se reflète notamment dans le faible taux de participation dans les urnes. Ce fait est particulièrement regrettable dans un pays où l'électeur dispose d'un pouvoir de vote étendu. C'est l'un des objectifs de la yes que d'expliquer aux jeunes la politique, non pas comme un thème abstrait, mais comme un outil pratique et utile pour exprimer leurs points de vue et participer au processus politique.

Ceux qui pensent à l'avenir et souhaitent s'exprimer politiquement feraient bien de développer leurs connaissances en histoire. Une seule rencontre, comme celle avec ma voisine, peut avoir beaucoup d'influence et ce sont les conversations personnelles avec nos parents et nos grands-parents, amis et voisins, qui permettent de compléter et d'affiner notre image de l'Europe. C'est à travers de telles expériences que nous pouvons renforcer nos analyses et apprendre à présenter nos opinions avec conviction pour, dans quelques années peut-être, transmettre à notre tour ces valeurs. ■



Le projet europe@school à Wattwil (SG)



« L'ORGIE DES ASPIRATEURS DE BRUXELLES: LA DICTATURE DES FONCTIONNAIRES TROP PAYÉS »

« L'ordonnance européenne sur les aspirateurs » entre (...) en vigueur. (...) Bientôt, des dizaines de milliers de consommateurs vont maudire du plus profond de leur cœur le nouvel oukase¹ de Bruxelles. (...) A partir de maintenant, seuls les aspirateurs de 1600 watts seront encore autorisés, tous ceux qui sont plus puissants seront envoyés à la casse. (...) Des armées de fonctionnaires ont été impliquées dans les recherches qui ont mené à ces décisions. (...) Finalement, cette trouvaille ne s'est pas faite sans harcèlement bureaucratique. Son introduction et sa conformité doivent être contrôlées. Les fautifs doivent être identifiés, avertis, poursuivis, condamnés. C'est pour cela qu'une structure de contrôle dépendante de Bruxelles doit être mise en place dans chaque pays de l'UE. Et toutes ces structures de contrôle ont besoin de fonctionnaires supplémentaires. (...) »

Article tiré du site de l'ancien conseiller national Ulrich Schlüer (UDC), rédacteur en chef du journal «Schweizerzeit»

Un cas de logorrhée² d'un citoyen en colère et désespéré

1. Le processus est assez simple et, jusqu'à maintenant du moins, efficace: l'UE a décidé il y a quelques années d'améliorer son efficacité énergétique de 20% d'ici à 2020. L'une des stratégies pour atteindre cet objectif s'appelle « Écodesign ». En ce qui concerne la consommation d'énergie des équipements et des appareils de maison, de nouveaux standards techniques seront définis en collaboration avec l'industrie et les organisations de consommateurs. Les appareils qui consomment trop d'énergie seront retirés du marché; quant aux autres, une étiquette labellisée informera les consommateurs de leurs caractéristiques énergétiques. Cela fonctionne sans difficulté depuis des années pour les réfrigérateurs et les machines à laver, par exemple – et, depuis septembre 2014, les aspirateurs utilisent le même principe. Tout le monde est satisfait: l'industrie, le commerce, les consommateurs – et il va sans dire que la Suisse a elle aussi adopté ces nouvelles normes énergétiques de l'UE. Aucun fonctionnaire ne doit « surveiller » le marché – celui-ci se régule tout seul.
2. Un acte grotesque, tel que le pamphlet complet de 7000 mots de Monsieur Schlüer dont vous avez pu lire un extrait ci-dessus, témoigne bien d'une imagination fertile, mais pas d'une expertise. Sur un thème inoffensif et parfaitement « établi », il tente un vain coup de force en inventant une « armée de fonctionnaires » qui dépensent des sommes astronomiques dans des études sur les aspirateurs, il s'élève contre « une arnaque décomplexée fomentée par une caste de bureaucrates auto-crates », il traite l'UE d' « antidémocratique », affirme que les « puissants » aspirateurs doivent être « jetés à la casse », et range le nouveau président de la Commission européenne dans le « groupe d'andouilles de Bruxelles », parce que celui-ci ne donne pas de coup de semonce contre la « caste des pires exploiters des contribuables ».
3. Cela devient plutôt embarrassant lorsque Monsieur Schlüer veut saisir dans sa colère indécente le dispositif stylistique de l'ironie et s'imagine le casse-tête des eurocrates face à « l'unité des chasses d'eau », parce que « certains individus seraient confrontés à une diarrhée survenant de manière disparate »: les « études de l'unité diarrhée en sont restées à l'état embryonnaire ». La petite plaisanterie aussi fatigante qu'usée représente un danger pour l'auteur; car la métaphore de la diarrhée pourrait facilement nous conduire à qualifier son œuvre de 7000 mots de logorrhée d'europhobe, mais aussi de citoyen ratiocineur et incompetent. Au cours des décennies de son combat politique et journalistique contre l'Union européenne, Ulrich Schlüer n'a jamais compris que celle-ci fonctionne comme une institution qui procède par consensus politique. Aucun « eurocrate » ne voudrait jamais prescrire des normes techniques, sans au préalable s'être entretenu avec les acteurs de l'industrie; jamais la Commission européenne n'adopterait des règles qui s'appliqueraient directement au marché, sans obtenir le consentement explicite des Etats-membres et du Parlement. Mais au lieu d'apprendre à connaître le fonctionnement de l'UE, M. Schlüer préfère représenter celle-ci tel un monstre tentaculaire fabriqué par ses cauchemars et contre lequel il lutte avec toute sa rage comme jadis Don Quichotte contre les moulins à vent. (sp)

¹ Mot russe signifiant décret ou édit

² Flux de paroles confuses, incessant et souvent pathologique





Envie de découvrir l'Europe?

Suivre les parlementaires dans leur quotidien

Mener des débats sur le thème de l'Europe

Visiter les institutions européennes

Aller à la rencontre de la culture belge

CHALLENGE EUROPE 2015

Voyage à Bruxelles

30 août - 6 septembre 2015

INSCRIS-TOI DÈS MAINTENANT:

www.y-e-s.ch ou www.facebook.com/ChallengeEurope2015



La Suède est la championne d'Europe de l'énergie renouvelable

La part en énergie renouvelable dans sa consommation d'énergie brute était de 52,1% en 2013; ce qui en fait de loin la championne dans le concours entre les Etats-membres de l'UE. Cette dernière a établi pour objectif d'atteindre la part de 20% d'énergie renouvelable en 2020. Si la Lettonie (37,1%), la Finlande (36,8%) et l'Autriche (32,6%) occupent les premières places du classement, il revient à la Grande-Bretagne (5,1%), aux Pays-Bas (4,5%), à Malte (3,8%) et au Luxembourg (3,6%) de fermer la marche. (sp)

Plus de la moitié de l'aide au développement provient de l'UE

L'UE et ses Etats-membres ont accordé une aide au développement de 56,5 milliards d'euros en 2013; c'est davantage que la moitié des contributions mondiales. Cela correspond à 8 cents par personne et par jour, selon les derniers calculs. Si 150 pays comptent parmi les bénéficiaires de l'aide européenne au développement, l'Europe accorde avant tout son soutien aux pays les plus pauvres du monde, principalement en Afrique subsaharienne. (sp)

Le tourisme au sein de l'UE reprend du poil de la bête

Le tourisme au sein de l'UE a régulièrement progressé ces dernières années – le coup d'arrêt dû à la crise financière en 2009 a ainsi été surmonté. En 2014, on comptait un nouveau record de 2,7 milliards de nuitées (+1,7%) dans les établissements d'hébergement, dont 44% sont le fait de touristes extérieurs à l'UE. La France (403 mio; -1,2%), l'Espagne (401 mio; + 3,1%), l'Italie (370 mio, -1,8%) et l'Allemagne (366 mio; +2,9%) se taillent la part du lion. (sp)



ARCHITEKTUR UND GÄRTEN
Museum Winterthur vom 26. Januar bis 25. Februar 1934
von 2-5 Uhr, Sonntags von 10-12 Uhr und von 2-4 Uhr



Finn. Une jonction d'angle caractéristique du programme. Produits proposés: chaise, tabouret ou table.
Design: Alexander Rehn.

